



## Le S3PI de l'Artois vous relaye quelques informations

Bonjour à tous, au programme de ce nouveau numéro, ACC lève 4 milliards d'Euros, Le Ministère de la transition Ecologique répond aux critiques sur la mise en oeuvre des PPRT...

Pour rappel, cette lettre vise à relayer un certain nombre d'informations en lien avec l'adn du S3PI Artois. Ainsi les propos tenus dans les articles associés à cette lettre hebdomadaire n'engagent que leurs auteurs.

Bonne lecture,

L'équipe du S3PI Artois

## FOCUS

### Banque de France :

La banque de France a publié les tendances régionales pour le mois de Janvier 2024. Dans l'industrie la production a globalement augmenté sauf dans l'industrie chimique, agroalimentaire et la métallurgie. Une hausse de la production est néanmoins attendue pour les prochaines semaines.

[consulter les tendances régionales du mois de janvier 2024](#)

### Artois

#### **ACC lève 4.4 milliards d'euros**

L'entreprise de batteries pour véhicules électriques, Automotive Cells Company (ACC), a sécurisé sa feuille de route en obtenant un prêt de 4,4 milliards d'euros auprès de plusieurs banques, sans que celles-ci n'obtiennent de participation dans la société. Cette somme sera utilisée pour développer quatre blocs de production en Allemagne, en Italie et à Billy-Berclau, en France. Le site de Billy-Berclau, dont les travaux ont débuté, devrait employer entre 1 000 et 1 200 personnes d'ici la fin de l'année, et atteindre environ 2 000 employés d'ici 2030.

[La Voix du Nord : "ACC lève 4,4 milliards d'euros et « sécurise » son avenir pour les 2000 emplois attendus à Billy-Berclau" - 12/02/2024](#)



## RISQUES TECHNOLOGIQUES



## Journée Nationale de la Résilience 2024

L'appel à projets pour la Journée Nationale de la Résilience face aux risques Majeurs 2024 est ouvert.

Pour rappel, la journée "tous résilients face aux risques" vise à sensibiliser, informer et acculturer tous les citoyens aux risques majeurs, naturels et technologiques, qui les environnent, dans une logique d'actions concrètes et dans l'objectif de contribuer à la préparation de tous aux bons comportements en cas de survenance d'une catastrophe.

[Accéder à l'appel à projets](#)

### Mise en oeuvre des PPRT : la réponse du Ministère de la Transition Ecologique

Le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires répond aux critiques concernant la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques (PPRT). Le gouvernement reconnaît les difficultés mais souligne l'implication des collectivités territoriales et de l'État dans la réalisation de ces plans. Malgré un taux de réalisation des travaux encore faible dans les logements privés, l'État finance une part importante des coûts et prévoit des prolongations de délais. Les mesures foncières sont également en cours avec un taux de réalisation satisfaisant, et des investissements importants sont réalisés pour réduire les risques à la source, évitant ainsi certaines mesures foncières coûteuses.

[La Gazette des Communes : "Quels enseignements le gouvernement tire-t-il du bilan des plans de prévention des risques technologiques ?" - 16/02/2024](#)

Sur le même sujet :

[Actu-Environnement : "Responsabilité de l'État et des collectivités locales dans la mise en œuvre des mesures des PPRT" - 23/01/2024](#)

[Amaris : Bilan des PPRT](#)

**Incendie dans une usine de recyclage batteries au lithium en Aveyron**

Un incendie s'est déclaré dans une annexe de l'usine Snam à Viviez, dans l'Aveyron, où 900 tonnes de batteries au lithium sont brûlées. Les pompiers ont maîtrisé le feu mais doivent toujours sécuriser les lieux. Les autorités rassurent quant aux risques de pollution, même si des contrôles sont en cours pour mesurer d'éventuelles conséquences environnementales. Les habitants confinés ont été autorisés à sortir après que les secours aient écarté tout danger pour la population.

[Ouest france : "Incendie d'une usine en Aveyron : 900 tonnes de batteries au lithium brûlent, pas de risques avérés" - 18/02/2024](#)

### **Attin : Tereos contraint de réaliser des études après des "désordres" sur ses bassins de décantation**

Des problèmes ont été constatés à la sucrerie d'Attin en novembre, notamment des dégradations sur les parements de deux bassins connexes à la sucrerie, selon un arrêté préfectoral du 23 novembre 2023. Ces bassins de décantation, où l'eau chargée de terre et de matières organiques provenant du nettoyage des betteraves doit décanter pendant un an, sont essentiels pour éviter la pollution des sols et des cours d'eau. La dernière inspection des bassins date de fin 2021, mais des problèmes sont apparus lors d'un épisode d'inondations intenses début novembre, provoquant des éboulements de terre sur les digues. Des travaux de réparation ont été réalisés fin novembre, mais la préfecture a demandé une surveillance quotidienne des digues, ainsi qu'une étude d'impact sur l'environnement en cas de rupture des digues. La sucrerie dispose désormais jusqu'à fin mai pour réaliser un diagnostic géotechnique de ses bassins afin de déterminer les causes des dégradations et d'étudier leur stabilité.

[La Voix du Nord : "Après un incident, Tereos sommé de faire contrôler les bassins de décantation de sa sucrerie à Attin" - 13/02/2024](#)



## **SANTÉ-ENVIRONNEMENT**

### **Qualité de l'Air : des appels à projets renouvelés par l'Ademe**

L'État français poursuit ses efforts en finançant des projets visant à améliorer la qualité de l'air. Le 7 février, l'Agence de la transition écologique (Ademe) a annoncé les lauréats de quatre dispositifs de soutien dans le cadre du Plan national de réduction des émissions des polluants atmosphériques (Prepa) pour la période 2022 à 2025. Ces dispositifs incluent notamment des appels à projets tels qu'AgriQAir, axé sur la réduction des émissions agricoles, AACT-Air qui soutient les actions des collectivités territoriales, des fonds Air Bois pour renouveler les systèmes de chauffage domestique au bois, et Aqacia qui finance la recherche sur l'amélioration de la qualité de l'air. Ces initiatives, malgré les pressions européennes, témoignent de l'engagement continu de la France à réduire la pollution atmosphérique.

[Actu-Environnement : " Qualité de l'air : l'Ademe renouvelle quatre appels à projets" - 09/02/2024](#)

### **Dépôts sauvages : les résultats de l'étude de l'Ademe sur la tarification incitative**

Une étude de l'Agence de la transition écologique (Ademe) cherche à déterminer l'impact de la tarification incitative (TI) sur les dépôts sauvages d'ordures ménagères résiduelles (OMR). Elle conclut que les territoires en TI connaissent effectivement plus de dépôts sauvages, mais qu'une bonne calibration du dispositif peut limiter ce phénomène. L'étude souligne également le rôle crucial du mode de collecte, notant une corrélation entre la présence de points d'apport volontaire (PAV) et l'augmentation des dépôts sauvages. Par ailleurs, elle met en lumière cinq territoires en TI avec de faibles niveaux de dépôts sauvages, caractérisés par une part fixe de la tarification comprenant plus de douze levées et une collecte en porte-à-porte (PAP) des OMR. Cette analyse repose sur l'étude de 28 collectivités, montrant une moyenne plus élevée de dépôts sauvages dans les territoires en TI par rapport aux territoires témoins. La présence de PAV semble être un facteur déterminant dans la localisation des dépôts sauvages, avec une majorité de ces dépôts situés à proximité de ces aménagements.

[Actu-Environnement.com : "Dépôts sauvages : l'Ademe mesure l'impact de la tarification incitative et des points d'apport volontaire" - 12/02/2024](#)

[Consulter l'étude de l'Ademe](#)



## **La Commission européenne avance vers la neutralité carbone**

La Commission européenne poursuit sa marche vers la neutralité carbone en 2050 en détaillant sa stratégie dans une communication récente. Malgré les appels à la prudence, elle compte utiliser le captage, le stockage et l'utilisation du carbone d'origine industrielle pour réduire les émissions, avec des objectifs ambitieux allant jusqu'à 280 millions de tonnes de CO2 stockées d'ici 2040. Pour cela, elle prévoit la création d'un marché unique du CO2 en Europe, accompagné de mesures réglementaires et de financements importants pour la recherche et l'innovation. La Commission envisage également d'évaluer les possibilités d'éliminer directement le CO2 de l'atmosphère et de l'intégrer dans le système d'échange de quotas d'émission de l'UE, tout en collaborant avec les États membres pour identifier les sites potentiels de stockage et mettre en place des outils de mise en relation entre les acteurs impliqués.

[Actu-Environnement : "Le programme de la Commission européenne en faveur du captage, du stockage et de l'utilisation du carbone" - 09/02/2024](#)

## **Nucléaire : L'Europe souhaite une alliance sur les SMR**

L'Europe se mobilise face à l'avancée des SMR américains en lançant une alliance industrielle pour développer les petits réacteurs nucléaires modulaires sur son territoire. Cette initiative vise à atteindre les objectifs de neutralité carbone en 2050 en réduisant les émissions et en garantissant une énergie décarbonée. Cependant, le développement des SMR représente un défi majeur sur le plan industriel, réglementaire et financier. L'alliance devra lever les obstacles pour favoriser la production en série de ces réacteurs et coordonner les efforts des acteurs européens, tout en assurant la sécurité, l'acceptabilité sociale et la gestion des déchets nucléaires.

[Usine Nouvelle : "Pour contrer l'arrivée de SMR américains, l'Europe lance une alliance industrielle sur les petits réacteurs nucléaires modulaires" - 14/02/2024](#)

## **Décarbonation : L'Ademe poursuit son accompagnement**

L'Agence de la transition écologique (Ademe) relance son appel à projets pour soutenir les démarches ACT (Assessing low-Carbon Transition) visant à accompagner les entreprises dans leur transition vers une économie bas carbone. Lancé en 2017, ce dispositif vise à aider les entreprises à élaborer une stratégie de décarbonation étape par étape ou à évaluer la faisabilité de celle-ci. Les projets doivent être portés par des collectifs majoritairement non industriels regroupant de 10 à 30 entreprises, ayant réalisé un bilan carbone dans les deux dernières années. Les candidatures peuvent être soumises jusqu'au 30 avril pour la première relève et jusqu'au 19 juillet pour la seconde. En 2023, cet appel à projets a financé huit opérations impliquant 130 entreprises.

[Actu-Environnement : "Décarbonation : l'Ademe renouvelle son accompagnement par la démarche ACT" - 23/01/2024](#)

## **Recyclage : l'Ademe relance Ormat**

L'Agence de la transition écologique (Ademe) lance la nouvelle édition de son appel à projets "Objectif recyclage matières" (Ormat) financé par le Fonds économie circulaire de l'Ademe. Ormat vise à soutenir le surtri, la préparation de déchets, la production et l'incorporation de six matières recyclées. Trois dates de dépôt des dossiers sont fixées : le 4 mars, le 3 juin et le 9 septembre, avec une enveloppe de 30 millions d'euros pour l'année 2024. La première édition en 2023 a soutenu 107 projets représentant 115 millions d'euros d'investissements et près de 20 millions d'euros d'aides déjà octroyées. Ormat vise à encourager la production locale de matières premières de recyclage, leur utilisation efficace, et l'ajustement des capacités entre production et utilisation.

[Actu-Environnement : "Recyclage : l'Ademe relance son appel à projets Ormat sur l'incorporation de matières recyclées" - 24/01/2024](#)

**Accéder à l'appel  
à projets ACT**

**Accéder à l'Appel  
à projets Ormat**

# POLITIQUES PUBLIQUES

## **Le projet de fusion de l'ASN et IRSN adopté par le Sénat**

Le Sénat a approuvé le projet de loi sur la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, fusionnant l'IRSN et l'ASN pour former l'ASNR. Cette mesure, adoptée malgré l'opposition de la gauche et des écologistes, vise à mieux distinguer expertise et décision au sein de la nouvelle autorité. Les sénateurs ont renforcé le rôle des groupes permanents d'experts et restreint le recrutement de personnels étrangers. Cette décision a été prise malgré les critiques de spécialistes du nucléaire et de l'intersyndicale de l'IRSN, qui craignent une détérioration de la gouvernance des risques. Le projet de loi doit maintenant être examiné par l'Assemblée nationale avant une entrée en vigueur prévue le 1er janvier 2025.

[Actu-Environnement : "Sûreté nucléaire : le Sénat adopte le projet de loi fusionnant ASN et IRSN" - 13/02/2024](#)

## **Une nouvelle Concertation publique sur la prolongation des réacteurs nucléaires :**

La France lance une concertation publique sur la prolongation des réacteurs nucléaires au-delà de quarante ans d'activité. La mission, pilotée par le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire (HCTISN), concerne vingt réacteurs de 1 300 mégawatts électriques (MWe) en activité. Cette démarche volontaire, supervisée par deux garants de la Commission nationale du débat public, s'étend jusqu'au 30 juin et s'inscrit dans le quatrième réexamen périodique lancé en 2017. La prolongation au-delà de quarante ans nécessitera un réexamen périodique complet et favorable à la poursuite de l'activité, soumis à une procédure longue et publique.

[Actu-Environnement : "Nucléaire : le public invité à s'exprimer sur la prolongation des réacteurs de 1 300 MW" - 18/01/2024](#)

[Accéder à la concertation](#)

## **Textes Officiels**

**Décret du 5 février 2024** modifiant la composition du Conseil National de la Transition Ecologique

[Legifrance.gouv.fr](https://www.legifrance.gouv.fr)

S3PI de l'Artois  
12 Avenue de Paris  
Centre Jean MONNET  
62400 Béthune  
[www.s3pi-artois.fr](http://www.s3pi-artois.fr)



Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur S3PI-Artois.

[Se désinscrire](#)



